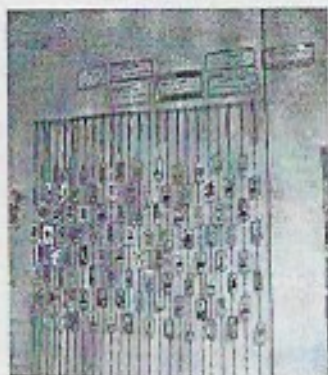


VOIX DE TRAVERSES

N°24

Bulletin d'information
Décembre 2008

CASAS



COLLECTIF D'ACCUEIL POUR LES
SOLICITEURS D'ASILE À STRASBOURG

Action soutenue par le Fonds Européen pour les Réfugiés

Les articles publiés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

J'aurais voulu....

J'aurais voulu vous parler de l'activité de CASAS en direction des demandeurs d'asile.

J'aurais voulu discourir sur les enseignements tirés des formations à Paris de nos intervenants.

J'aurais voulu me réjouir avec d'autres de succès obtenus pour telle ou telle demande d'asile.

J'aurais voulu saluer les résultats obtenus lors des rencontres à la Préfecture à propos de situations particulières. Bref j'aurais voulu vous parler du quotidien qui, à CASAS, indigne ou enthousiasme tous les jours.

Mais la dure réalité des chiffres m'oblige à vous parler de notre situation financière. D'abord pour saluer tous ceux qui, dans une phase particulièrement critique de la vie de CASAS, n'ont pas hésité à nous soutenir qui d'un don, qui d'une avance, qui d'une subvention. Cet élan de solidarité nous va droit au cœur et je m'en voudrais de faire ici la liste de tous ceux qui sont intervenus, au risque d'en oublier ! Qu'ils soient ici l'objet de nos remerciements et de notre reconnaissance. Nous ne sommes pas sortis d'affaire, mais nous espérons bien pouvoir poursuivre durablement notre action au service des demandeurs d'asile, grâce en particulier à votre soutien.

Mais de quoi s'agit-il ? Nos appels à dons ou subventions en ont relaté les détails. Des subventions qui s'effilochent, une intervention du Fonds Européen pour les Réfugiés qui, pour être substantielle, est cependant attribuée dans des conditions insupportables pour une association qui ne dispose pas d'un important fonds de roulement. Les dépenses conditionnent l'octroi de la subvention, mais le paiement intervient dans des délais qui mettent à genoux la trésorerie. Et pour peu que la banque raidisse sa position, l'association est aux abois !

Le Conseil d'administration a donc agi en direction des recettes d'abord, en direction des dépenses ensuite de manière à maîtriser la situation. Cela n'ira pas sans des révisions déchirantes qui compromettent même le bon fonctionnement de l'association et peuvent remettre en cause certains objectifs, mais le salut de CASAS est à ce prix.

Soyez assuré que nous mettrons tout en œuvre pour poursuivre ce que nous considérons comme étant notre mission. Votre soutien, votre solidarité constituent un formidable encouragement en même temps qu'une obligation, celle de réussir !

Jacques SCHEER

Paroles de réfugiés

Nous sommes réfugiés et nous nous souvenons qu'avant d'être reconnus réfugiés, nous n'avions pas de papiers, ou alors si précaires...

Nous sommes Nino, Souleymane, Kala, et Fatima. Nous parlons tous bien le français même si notre accent et notre prénom rappellent notre origine étrangère.

Nous venons de tous les coins du monde, de Géorgie, du Tchad, du Sri-Lanka, de Tchétchénie, et nous nous souvenons...

Nous nous souvenons de notre terre natale laissée derrière nous, notre maison, notre travail, nos amis, les tombes de nos parents...

Ce qui nous relie tous ensemble, ce sont les persécutions qui ont anéanti notre vie et dont nous préférerions ne plus avoir à nous souvenir, que nous voudrions tant oublier sans jamais vraiment y parvenir.

Nous sommes reconnus réfugiés et nous remercions toujours mille fois la France de nous avoir accordé la protection.

Mais aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous détourner de ceux que nous aurions pu être avec juste un peu moins de chance.

Aujourd'hui, nous sommes ensemble pour dire notre effroi à devoir considérer que notre pays, la France comme l'ensemble des pays européens, se rend complice de ceux que nous avons dû fuir pour échapper à la mort.

Je m'appelle Nino et je viens de Géorgie. Nino, c'est le nom d'une sainte venue de Grèce qui aurait importé la foi chrétienne dans mon pays et c'est donc un prénom aussi courant que Marie ou Anne en France. Nos prénoms surprennent toujours les Français parce qu'ils sont à l'envers : les prénoms masculins se terminant par A, comme Gotcha, Louka, Illia, et les prénoms féminins se terminant par O, comme le mien Nino mais aussi Eliso, Kétino...

Malgré les années qui passent, l'amour de ma mère et de mes grands-mères me manque terriblement. J'étais une enfant choyée, en quelque sorte surprotégée. J'ai trouvé la protection en France mais elle ne saura remplacer cette tendresse à laquelle j'ai été arrachée trop brutalement. Mes enfants grandissent et commencent à poser des questions sur la guerre, les persécutions, la folie des hommes... Je dois leur répondre qu'elles existent mais que, eux, ils ont la chance d'en être protégés.

Maintenant que se profile une nouvelle guerre civile en Géorgie, ce sont leurs cousins, qu'ils ne connaissent même pas, qui y sont exposés. Je suis scotchée en permanence à la télé ou à l'ordinateur pour avoir des nouvelles. Désormais, pour l'avoir déjà vécu dans ma chair et dans mon esprit, je me sens comme eux là-bas : vulnérable, sans aucune défense.

Nous sommes tous comme des enfants lorsque que les bombes éclatent et que les miliciens s'approchent de nos maisons pour y perpétrer leurs exactions. J'ai peur, j'ai peur que mon pays ne soit bientôt rayé de la carte du monde.

Je suis arrivée en France il y a six ans, dans une période où tous les demandeurs d'asile étaient à la rue. « Pas de place, non il n'y a pas de place pour vous » ce sont les premiers mots de français qu'on a appris. J'aurais voulu répondre par le proverbe russe «v'gostia kharacho, a doma voutché», «On est bien en visite mais chez soi, on est tellement mieux ». J'aurais voulu faire comprendre comment c'est quand il n'y a plus de chez soi, quand il n'y a aucun choix.

C'était vraiment dur mais aujourd'hui, c'est vraiment pire. Quand quelqu'un vient à nouveau de se faire arrêter, on peut juste prier pour qu'il n'y ait pas de place pour lui au centre de rétention.

Nous, après des semaines d'errance, on aura fini par être recueillis par des Français, ce que nous n'aurions jamais pu accepter s'il n'y avait pas eu notre enfant. On a été hébergés mais jamais on n'a dû nous cacher. Je ne peux même pas imaginer comment c'est de devoir vivre cachés, surtout avec des enfants...

Je m'appelle Aïda et je viens d'Albanie. Mon prénom, c'est mon père qui l'a choisi en raison de l'Opéra de Verdi, il a toujours été

passionné de musique classique et personne n'a pu discuter son choix. C'est une histoire d'amour entre une esclave éthiopienne et un soldat égyptien, une histoire d'amour déchirée par le conflit entre ces deux peuples... Rien à voir avec moi a priori.

Je viens d'un milieu aisé et je m'épanouissais à mon travail où je me sentais utile. Assistante sociale pour des ONG, pendant la guerre au Kosovo, je m'occupais des réfugiés chassés de chez eux, qui n'avaient plus de toit, qui n'avaient plus rien, hormis leurs morts à pleurer. Jamais je n'aurais imaginé que quelques années plus tard, c'est à moi que ça arriverait.

Maintenant que j'ai les papiers, tout va bien sauf que pour l'instant, je dois m'occuper de moi avant de pouvoir à nouveau me préoccuper des autres. Je passe des nuits entières où je m'interroge : pourquoi, comment tout cela est-il arrivé ? La nuit blanchit et jamais je ne trouve d'explication à ce destin qui est le nôtre.

Toute ma famille est désormais dispersée au travers de l'Europe. Je n'ai plus de contact avec mon pays et je n'ai plus envie d'en avoir. Mon pays a voulu me faire disparaître, disparaître au fond d'un trou ou à l'autre bout de la terre. Désormais, ma vie est en France, mon pays c'est la France et c'est tout.

Originaire d'Albanie, je n'ai pas pu avoir de papiers durant ma procédure d'asile parce que je venais d'un pays soit disant « sûr ». Alors, j'ai vécu durant des mois et des mois dans un foyer de sans abris, sans aucune ressource, en attendant la réponse à ma demande d'asile.

Bien qu'étant habituée à avoir une vie aisée et même si aujourd'hui, il me faut tout reconstruire à partir de zéro, je voudrais faire entendre que le bien le plus précieux sur cette terre n'est pas l'argent, ni la carrière, ni rien de tout cela.

Non, le bien le plus précieux est de pouvoir vivre en sécurité. Et cela, si peu de gens sur notre terre ont la chance de pouvoir le vivre. Ici je n'ai pas peur, même si un avion sillonne le ciel, même si une voiture s'arrête devant la maison... Non, ici, en ce moment, je n'ai pas peur, nous n'avons pas peur, et ça c'est merveilleux...

Je m'appelle Souleymane et je viens du Tchad. Souleymane, c'est mon prénom et c'est le nom de mon père. Je ne sais pas si vous me suivez bien, ça doit être un peu compliqué pour vous, mais chez nous, c'est au travers de notre prénom, transmis par le nom du père, que les générations se transmettent.

Mon arrivée est récente et j'éprouve toujours aussi fortement deux sentiments qui se contredisent : le bonheur d'avoir obtenu l'asile et le malheur de l'exil. C'est un arrachement, je pleure ma mère, jamais je n'avais été séparé d'elle auparavant et ce bonheur perdu me joue tout le temps dans la tête. Notre maison là-bas est vide parce que ma mère se cache depuis que sa sœur a été assassinée sous ses yeux après mon départ. Je ne sais pas vraiment ce qu'elle devient ni où elle est, les communications ne marchent pas bien. Et surtout j'ai peur qu'elles ne soient sur écoute. Le pire serait de la mettre en danger. Alors je fais silence. Cela fait vraiment mal de ne rien savoir et de toujours devoir imaginer le pire.

Le pire, je l'ai connu moi-même et il me revient tout le temps dans la tête, la terreur, mon arrestation, six mois de prison, la torture... Je ne crois pas que quelqu'un qui a fait l'expérience de la torture puisse un jour oublier. Autrement, ce qui est un peu dur pour moi ici, c'est la solitude parce que ici chacun vit pour soi, ce n'est pas du tout notre culture. Et puis, il y a le climat, ce froid... Mais j'attends de voir la neige pour la première fois...

Moi, j'ai fui mon pays l'année dernière et j'ai été arrêté par la police dès mon arrivée à la gare de Strasbourg. J'ai été détenu au centre de rétention de Geispolsheim dans l'attente d'être expulsé dans mon pays alors même qu'il était alors à feu et à sang et que j'étais recherché en tant que militant des droits de l'homme. Ma terreur, mes traces de torture, les attestations de la Ligue des Droits de l'Homme du Tchad, tout cela n'a pas suffi à convaincre l'OFPRA qui a rejeté ma demande d'asile.

Finalement, après 17 jours d'emprisonnement, j'ai été libéré par le Juge des Libertés mais il m'a alors fallu vivre caché durant des mois et des mois pour éviter que je sois renvoyé avant mon jugement à la Cour du Droit d'Asile. J'ai prié Dieu de ne pas me faire arrêter en allant et en revenant de Paris.

J'ai retrouvé ici la terreur que je croyais avoir quittée, je ne comprenais pas, je ne comprends toujours pas. Après avoir risqué ma vie pour défendre le droit des prisonniers de guerre, la patrie des droits de l'homme voulait me livrer entre les mains des tortionnaires que je cherchais désespérément à fuir...

Je m'appelle Kala et je viens du Sri-Lanka. Kala, c'est le diminutif de Kalaiyarsy qui est le nom d'une déesse, la déesse de l'art. Mais à la maison, on me surnommait « Rasathy » qui veut dire « Reine ». Donc, qu'il s'agisse de mon prénom officiel ou de mon prénom usuel, entre déesse et reine, je ne peux qu'être contente de le porter.

Je suis arrivée en France il y a plus de dix ans maintenant mais mon village me manque toujours autant. On vivait au jour le jour, dans la survie quotidienne, mais nous étions tous solidaires les uns des autres. Ce sentiment très fort d'être tous ensemble, je ne le retrouve pas vraiment ici.

Mis à part les feux d'artifice du 14 juillet qui continuent à faire ressurgir en moi l'angoisse des bombardements, je me sentais en paix ici. Mais depuis l'aggravation du conflit au Sri-Lanka, je vis en alerte tout le temps, chaque fois que le téléphone sonne, j'ai peur d'une mauvaise nouvelle. Je n'arrive plus à compter les morts et les disparus autour de moi et quand on découvre une nouvelle fosse commune, je ne peux qu'espérer que ces disparus puissent au moins être identifiés afin de pouvoir en faire le deuil.

Moi je suis la plus ancienne parmi nous. Même si j'étais totalement perdue à mon arrivée dans le labyrinthe des couloirs à l'aéroport où je ne trouvais pas d'issue, je n'ai pas de mauvais souvenirs de ma procédure de demande d'asile.

Dix ans plus tard, je suis effrayée par ce qui arrive à mes compatriotes en France comme si la vie d'un être humain n'avait plus aucun prix. J'ai vu des gens rejetés alors qu'ils avaient le corps marqué par les tortures, j'ai rencontré des avocats commis d'office qui ne connaissaient rien à la situation au Sri-Lanka, j'ai connu Elvanchelvan qui a vécu à Strasbourg durant cinq ans avant d'être renvoyé dans mon pays où il a été tué de six balles dans le corps.

Tout cela a été dit mais ça ne sert à rien, on continue de vouloir renvoyer des Tamouls au Sri-Lanka, c'est à dire à la mort, à la

torture... juste pour faire du chiffre. Je n'arrive plus à reconnaître le pays qui a pourtant sauvé ma propre vie.

Moi, en fait je ne m'appelle pas Fatima. Je cache mon vrai prénom car j'ai peur de m'exposer publiquement, je n'ai pas peur pour moi mais pour ma famille restée là-bas qui risque d'en subir des représailles... Je peux quand même vous dire que mon vrai prénom a une belle histoire qui tourne autour d'un chanteur italien... même si j'ai été conçue au fin fond de la Tchétchénie.

Je n'étais pas complètement sortie de l'enfance quand je suis arrivée en France et je garde la nostalgie de nos veillées avec mes grands-parents, on était si heureux, c'était juste avant la guerre. Après notre arrivée en France, le plus dur pour moi, c'était d'accepter de me mettre en pyjama avant de me coucher car chez nous, il fallait toujours, nuit et jour, se tenir prêt à fuir... Il m'a fallu beaucoup de temps pour m'habituer à l'idée que la mort n'était pas aussi banale que de prendre son café au petit-déjeuner.

Cependant, l'actualité au Caucase fait trembler la terre sous mes pieds. Toutes ces petites républiques, la Tchétchénie, le Daguesthan, la Géorgie, l'Ingouchie ont un destin lié. On parle de la troisième guerre en Tchétchénie depuis presque un an. J'attends la guerre comme on attend le bus à l'arrêt de bus. Il a pris du retard mais on sait qu'il finira par arriver.

Quand je rencontre mes compatriotes, ils me racontent leurs morts, ils me racontent leurs blessures. Et soudain, j'apprends qu'on les a arrêtés, qu'on les a expulsés. Cela me détruit totalement. Je me sens coupable, je me dis pourquoi moi on m'a gardée et eux on les rejette ?

CASAS à la Préfecture

Depuis plusieurs années, des réunions inter-associatives (en présence de la CIMADE, du Secours Populaire, de Médecins du Monde, du MRAP, d'Amnesty International, etc.) se déroulent régulièrement à la Préfecture pour discuter de dossiers de personnes suivies par nos différentes associations, ayant épuisé tous les recours juridiques, et pour lesquelles une demande de régularisation à titre exceptionnel a été introduite à la Préfecture du Bas-Rhin.

Les réunions Ni-ni (ni expulsables, ni régularisables) se poursuivent avec la Préfecture. Cette année tout se déroule dans une atmosphère constructive et les délais pour obtenir une décision concernant un dossier sont beaucoup plus courts. Contrairement aux années précédentes, il ne faut plus attendre des mois pour présenter un dossier (même si certains dossiers sont présentés dans plusieurs réunions de suite). Les critères semblent avoir changé : une promesse d'embauche ferme et les efforts d'intégration (maîtrise de la langue française) débouchent sur plus de réussite que les demandes humanitaires.

Pourtant un petit nuage flotte au-dessus de certaines têtes et non pas à l'horizon. Certaines personnes se voient délivrer une Autorisation Provisoire de Séjour valable 3 mois sans autorisation de travail. Aucun employeur ne prendra le risque d'engager un travailleur étranger avec une APS de 3 mois sans droit de travailler. Nous connaissons plusieurs personnes qui auraient eu des chances d'être embauchées si elles avaient eu en main un titre de 6 mois et bien sûr avec droit de travail. Espérons que cette situation d'impasse sera levée bientôt...

Irène Arthur

« Plus jamais je n'aurai peur de la police »

Janet, 6 ans



L'été 2007 nous aura marqués par l'histoire dramatique d'une famille tchéchène arrêtée, en voie de réadmission vers la Pologne. Pour elle, pour la première fois, nous avons saisi la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui a suspendu la

mesure d'éloignement. L'instruction du dossier sur le fond est encore en cours.

Un an plus tard, un coup de téléphone de la maman nous apprend que l'OFPRA vient de leur reconnaître la qualité de réfugiés. Elle tient à nous passer son mari qui nous remercie chaleureusement en disant qu'il ne nous oubliera jamais. J'ai du mal à reconnaître dans sa voix

l'être anéanti qui nous évoquait un mort-vivant lorsque nous l'avons connu.

Le papa tient à nous passer sa fille aînée, Makha, qui salue tout le monde, Alban, Ivetta, Vladimir et tant d'autres. Au fur et à mesure qu'elle égraine tant de prénoms, je me dis que nous ne prendrons jamais assez la mesure de ce que les enfants repèrent, ressentent et gardent en mémoire lors de leur passage chez nous.

Makha me passe alors sa petite soeur Janet qui n'arrivait plus à se nourrir depuis qu'on lui avait arraché son père, un peu comme si elle voulait incarner sa disparition par sa maigreur et sa pâleur. Janet me dit « Maintenant, plus jamais je n'aurai peur de la police. Tu sais, l'autre jour, ils sont venus à l'école pour une histoire de vitre brisée. Si tu savais comme j'ai eu peur qu'ils m'emmenent comme ils avaient fait à Strasbourg »

Enfin, pour clôturer le coup de téléphone, Moussa, le petit dernier de 3 ans, veut aussi dire son mot et il me dit plein de choses incompréhensibles en charabia russo-tchéchéno-français mais dans ses gazouillis on entend clairement les accents du bonheur. Le bonheur d'une famille réunie qui n'a plus peur.

Simone

CASAS à Paris

Chaque année, une partie de l'équipe part plusieurs jours en formation à Paris, grâce au crédit formation dont bénéficient les salariés et au soutien du CDVA (Conseil du développement de la vie associative) pour les intervenants bénévoles.



Au programme en novembre 2008, une journée et demie d'observation des audiences à la Cour Nationale du Droit d'Asile, des rencontres avec plusieurs avocats et une journée de formation demandée à France Terre d'Asile sur « les enfants de l'exil ».

Ce que vivent les enfants

A CASAS, nous accueillons au fil des années de plus en plus de familles accompagnées d'enfants mineurs. En 2007, par exemple, ce sont 169 familles, représentant 582 personnes dont 254 enfants, en majorité d'origine tchétchène, qui ont bénéficié de notre accompagnement aux dossiers. Grâce à l'amélioration de la rotation dans les structures d'accueil CADA, nous ne suivons plus ces familles sur toute la durée de la procédure. Nous les recevons toutefois à plusieurs reprises en début de parcours, au moment où elles sont particulièrement vulnérables et rencontrent des besoins multiples, pour mener des démarches difficiles et lourdes de conséquences pour leur avenir.

Se pose alors, parallèlement à la prise en compte du vécu des parents, la question des conséquences sur les enfants des événements ayant conduit à l'exil, et de l'exil lui-même. Les événements traumatiques et les ruptures sont très divers et s'empilent souvent en un millefeuille complexe pour un même enfant.

Il y a ce qu'il a subi lui-même et ce dont il a été directement le témoin : l'arrestation de son père, le viol de sa mère...

Il y a les arrachements liés au caractère définitif du départ : les grands-parents, les copains que l'on quitte, et tous les repères familiaux et rassurants, repères matériels, mais bien plus encore relationnels. La perte de ces repères est très fortement liée à l'impact des violences subies au pays d'origine et de la précarité sur les parents. Les parents changent, transmettent de l'angoisse et de l'impuissance, et le regard de leurs enfants sur eux change aussi ; les relations familiales souffrent. L'absence de mots sur ces bouleversements pèse lourd, aux uns comme aux autres, tout comme le fait pour les enfants d'entendre à l'inverse plusieurs fois répéter la description détaillée de tout ce qui s'est passé, au travers de mots qui ne leur sont pas destinés... Ce ne sont là que quelques exemples, issus de notre travail quotidien, au contact d'enfants qui par ailleurs vont souvent « donner le change », en dessinant studieusement près de la fenêtre ou en explosant notre carton de jouets dans un joyeux désordre aux quatre coins de la pièce !

La formation suivie à Paris nous a permis d'appréhender de manière détaillée ce que les ruptures peuvent susciter chez l'enfant. En nous

faisant réfléchir sur nos propres expériences, elle nous a également fait mesurer comment notre subjectivité intervient dans le cadre de notre travail d'accompagnement à l'égard des familles.

Il s'agissait, et le bilan est concluant, de faire un pas de plus dans la réflexion, initiée depuis plusieurs années, en vue d'améliorer l'accueil des familles à CASAS.

Une autre étape dans ce domaine est le développement de notre partenariat avec l'association Parole Sans Frontière (Réseau Respire), qui offre une écoute et un soutien psychologique dans le cadre de la consultation de son Pôle Réfugiés, lieu où la parole de l'enfant pourra aussi être entendue et prise en compte dans sa singularité.

Pascale Adam-Guarino

Paris vu par... une nouvelle accompagnatrice

Le 17 Novembre au matin toute l'équipe de CASAS se retrouve devant la CNDA, bonnet sur les oreilles et mitaines au fond des poches, il fait plutôt froid à Montreuil sous Bois ! Nous allons tous assister à l'audience d'un jeune homme et de sa mère, accompagnés par CASAS dans toutes leurs démarches. La plaidoirie est pleine d'emphase et nous écoutons les questions de la cour avec un peu d'appréhension. Finalement l'audience se termine avec l'intervention de Christiane qui se lève et soutient la requête de cette famille sur invitation du président de la cour. Et bien que l'ambiance soit plutôt impressionnante, elle assure ! Attention, CASAS débarque à Paris !

Nous restons à la CNDA toute la journée, le temps d'assister à plusieurs audiences, d'entendre différentes langues, de passer d'un pays à l'autre, de voir divers professionnels en exercice. Après cette journée bien remplie, certains d'entre nous, «primo arrivants» à la capitale, se changent en touristes et vont voir la Tour Eiffel. Le lendemain tout le monde écoute studieusement notre formateur à France Terre d'Asile nous parler des enfants de l'exil. C'est assez drôle de se prendre pour un enfant de quatre ans dans le cadre de jeux de rôle. Pour finir, nous reprenons le train, direction Strasbourg, retrouver notre maison alsacienne.

Céline

Une permanence à CASAS

La permanence commence avec le café, le thé, de quoi grignoter, et pas mal de bonjour, hello, dobriy dyeny, comment ça va, kak dela...

Au cours de la matinée nous voyons passer des gens de tous pays, ça parle toutes les langues, on se croirait dans la tour de Babel !

Certains viennent simplement relever leur courrier, d'autres ont des questions, ont besoin de voir un accompagnateur, les interprètes russophones sont généralement très demandés !

Ces dernières semaines les bénévoles parlant russe n'ont pas pu venir à chaque permanence, alors il a fallu improviser. Nous, c'est à dire les stagiaires et bénévoles présents en pré-accueil, ne maîtrisons pas franchement le russe. En réunissant nos vieux souvenirs de lycée on arrive à aligner quelques mots d'allemand et d'anglais. Malheureusement ce ne sont pas des langues très répandues en Arménie, en Géorgie ou au Kosovo. Mais il ne faut jamais sous estimer la capacité d'adaptation humaine et lorsqu'on veut communiquer rien ne peut nous en empêcher ! Alors on se parle avec des gestes, on frise parfois le mime, on trouve quelqu'un à qui on parle allemand, qui traduit en russe et on retranscrit tout ça en français. C'est un peu compliqué mais finalement on arrive à se comprendre. Et surtout, le plus important, on peut répondre aux demandes des gens, personne ne repart sans avoir pu expliquer son problème et être écouté.

Un autre aspect de cette barrière de la langue est que tout le monde se met à apprendre une langue étrangère. Les demandeurs d'asile apprennent le français et les accompagnateurs se mettent au russe. Finalement c'est plutôt normal : chacun fait un effort, il n'y a pas de raison que ce soit toujours les mêmes qui galèrent !

Avec le temps un petit groupe de personnes venant de Géorgie s'est formé et revient régulièrement en permanence. Il y a des familles, des couples, des hommes seuls, des mamans et des tout petits. En les regardant partager un café, lire le journal, discuter, leur solidarité et leur amitié sautent aux yeux. Ils sont devenus, en quelques semaines, nos habitués, toutes les personnes de Casas les connaissent, tout le monde craque pour le petit Nikola qui sourit tout le temps. Tout le

monde sait à l'avance quelle pochette de courrier sortir pour ce monsieur, il n'a même plus besoin de nous dire son nom. Une relation qui ressemble à de l'amitié, sans distinction de nationalité, sans se préoccuper des papiers et des procédures, se tisse entre ces gens et nous.

Pendant les permanences il ne s'agit pas uniquement d'inscrire les gens sur un planning ou de répondre à des questions concernant la sécurité sociale et les Assedics. Il s'agit surtout d'être là et de savoir sourire et même rire lorsqu'on essaye de traduire en russe l'horoscope du jour totalement incompréhensible même en français ! Il s'agit de prendre des nouvelles de la scolarité de ce lycéen tout juste inscrit, de savoir si ce bébé a besoin de couches et de lait maternel. Il s'agit aussi de discuter, tout simplement, qu'importe la langue, qu'importe la nationalité, qu'importe l'histoire même de ces personnes. Le plus important est d'être ensemble, de vivre des choses simples comme partager un café, parler de la pluie et du beau temps.

C'est tout ça les permanences à Casas, ce n'est pas compliqué, il suffit juste d'être un peu débrouillard et humain, tout simplement.

Céline

Infos en bref

-La Géorgie est toujours un pays sûr... et les géorgiens qui demandent l'asile (18 adultes et 8 enfants depuis le 1er octobre) sont donc placés en procédure prioritaire et menacés de renvoi en cas de rejet de l'OFPPRA, sans pouvoir attendre la décision de la CNDA. Nous souhaitons que l'OFPPRA retire la Géorgie de la liste des pays d'origine sûrs dans les plus brefs délais, afin de garantir une procédure équitable aux demandeurs d'asile en provenance de ce pays.

-Bienvenue à Gérard Loux, notre nouveau trésorier qui vient de nous rejoindre. Il a la lourde tâche de veiller aux finances de l'association, en particulier dans le contexte actuel.

-Depuis le 1er octobre 2008, CASAS a reçu 196 demandeurs d'asile, et de nombreux enfants, en provenance de 30 pays différents, afin de les aider à rédiger leur dossier OFPRA ou leur recours.



Sans compter les entretiens de suivi sur rendez vous, les permanences d'accueil au cours desquelles nous recevons entre 75 et 100 personnes par semaine, et les urgences (primo-arrivant). Actuellement, 282 personnes sont domiciliées à CASAS, et vérifient leur courrier au moins une fois par semaine. Quatre groupes se réunissent plusieurs fois par semaine pour découvrir la vie en France, et apprendre les bases de notre langue.

-CASAS poursuit son partenariat avec le CLAPEST et vient de bénéficier d'une formation juridique, assurée par Séverine Rudloff, juriste. Nous avons étudié pendant une journée la jurisprudence récente de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, de la Cour Nationale du Droit d'Asile, du Conseil d'Etat et des Tribunaux Administratifs. Vous pouvez consulter ces documents à CASAS.

-Nous sommes en train de réaliser un livret d'accueil du demandeur d'asile à Strasbourg, qui sera traduit en plusieurs langues. Merci à Carole pour son investissement, qui permettra aux demandeurs d'asile primo-arrivants de se familiariser avec la procédure et de se repérer dans la ville.

-L'aide juridictionnelle est ouverte depuis le 1er décembre à tous les demandeurs d'asile. Auparavant, seuls ceux qui étaient entrés en France régulièrement pouvaient prétendre à un avocat gratuit à la Cour Nationale du Droit d'Asile. Désormais, seule la condition de ressource prévaut. Nous nous félicitons de cette nouvelle possibilité, mais vu le montant de cette aide juridictionnelle, la plupart des avocats spécialisés risquent de refuser de défendre les requérants dans ce cadre.

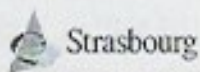
Alban

CASAS remercie tous les bénévoles, stagiaires, donateurs, sympathisants et amis, sans qui la lutte pour la protection du droit d'asile ne serait qu'un vain mot.

CASAS remercie tous ses partenaires financiers et parmi eux :



Le Fonds Européen pour les Réfugiés



La DDASS du Bas Rhin

Villes de Illkirch-Graffenstaden, Schiltigheim, Hoenheim

Et aussi :



L'Union d'Entraide

L'Action Chrétienne en Orient

CARITAS Secours Catholique